

Banlieues au Conseil des villes pas l'unanimité

Cette instance informelle des acteurs de terrain, pour réfléchir aux problèmes des « quartiers craignent une dérive communautariste.

ALEXIS FEERTCHAK @Feertchak

INTÉGRATION Emmanuel Macron avait annoncé à Tourcoing, en novembre dernier, la création d'un Conseil des villes. Ce dernier s'est réuni pour la première fois le 13 mars à l'Élysée. Ce Conseil, chargé de « nourrir la réflexion du président sur la politique de la ville », concerne avant tout les « quartiers », ceux des banlieues difficiles. L'Élysée souhaite qu'y soient représentés « des personnes issues des quartiers populaires, de tout âge, de tout profil ».

Les noms de six des vingt quatre membres qui y siègent - répartis de façon paritaire - ont été révélés par le Bondy Blog. Ceux-là partagent peu ou prou le même parcours. Parmi eux, Mohamed Mechmache, fondateur du collectif « Pas sans nous » qui veut jouer le rôle de « syndicat des quartiers populaires ». Il déclarait dans *L'Humanité* après les attentats de 2015 vouloir « dire stop à la stigmatisation (...) car nous sommes indirectement, en banlieue les premières victimes de ce qui s'est passé ». On y trouve également Laëticia Nonone, présidente de Zonzon 93, une association de prévention de la délinquance, qui expliquait au Bondy Blog que « la radicalisation (...) est un problème, mais elle l'est d'autant plus par les fantasmes et idées qu'elle véhicule auprès du reste de la population dans les médias ». Interrogés par *Le Figaro*, deux des membres du Conseil ont indiqué ne pas être en mesure de s'exprimer.

« L'égalité républicaine est menacée par une tentation communautariste »

MALIKA SOREL, MILITANTE LAÏQUE ET ANCIEN MEMBRE DU HAUT CONSEIL À L'INTÉGRATION

Yassine Belattar, humoriste controversé, accusé par ses détracteurs de défendre le communautarisme et d'alimenter le déni de l'islamisme, fait aussi partie de l'équipe. Plusieurs directeurs de salles ont récemment refusé qu'il se produise, comme à Marseille, Nancy, Sausheim ou encore Bordeaux. Sur les réseaux sociaux, il dénonce avec récurrence l'islamophobie, accusant ses contradicteurs de racisme. Dernière victime en date, la chroniqueuse Céline Pina, qu'il accuse de « souhaiter la mort des musulmans ». Quant au philosophe Raphaël Enthoven, il « épouserait les thèses racistes », selon lui. Yassine Belattar manie aussi

l'insulte, comme le 20 février contre un policier, en marge du déplacement d'Emmanuel Macron aux Mureaux, dans les Yvelines. Invité par le président de la République dont il se dit « proche », l'humoriste s'était vu refuser l'accès au déplacement présidentiel, un « malentendu » selon lui.

À l'Élysée, la présence de Yassine Belattar est minimisée. Il n'est pas « le porte-parole d'Emmanuel Macron », en revanche le président souhaite que le Conseil des villes recueille des « paroles très franches, impertinentes ». Ses membres viennent de toute la France, dont la diversité fait la richesse de cette instance, rappelle-t-on également. Parmi eux, le biologiste Patrick Curmi, président de l'Université Évry Val d'Essonne, ou Faycal Karaoui, chef d'orchestre à Pau, qui a créé un orchestre de jeunes, El Camino, pour favoriser l'intégration. Emmanuel Macron avait précisé qu'il n'y aurait pas d'élus au sein du Conseil des villes. « C'est une instance informelle qui permet de créer un lien direct avec des acteurs investis. L'idée n'est pas de reproduire ce que font les administrations

ou les organes consultatifs », explique-t-on à l'Élysée. Les réunions trimestrielles permettront de faire remonter des « pratiques innovantes venues du terrain » et de « débattre des principales mesures proposées par le gouvernement ». « C'est une chambre de test », résume l'Élysée.

Cette philosophie est loin de faire l'unanimité. « Emmanuel Macron envoie un message aux quartiers en leur disant : "C'est vous qui allez me dire ce qu'il faut faire". C'est de la démagogie, voire du clientélisme », dénonce Malika Sorel, ancien membre du Haut conseil à l'intégration. La militante laïque, qui estime que « l'égalité républicaine est menacée par une tentation communautariste », rappelle qu'il existe déjà un Conseil national des villes, chargé de conseiller le gouvernement, et une Association des maires de France. « Le président essaie de court-circuiter les élus », regrette-t-elle. « Je ne comprends pas ce que fait Emmanuel Macron », confie de son côté, inquiet, l'essayiste et philosophe Pascal Bruckner, dont le nom a été hué dans des spectacles de Yassine Belattar. ■

L'humoriste me une des « du ter



Discours sur la politique
Roubaix, Tourcoing - Mardi